ÉTAT DE SITUATION À L'INTENTION DE LA SOUS-MINISTRE

OBJET

Crédit d'impôt remboursable pour la construction de chemins d'accès et de ponts d'intérêt public en milieu forestier

Transmettre une note d'information sur les crédits pour chemin forestier qui :

1. explique le crédit;
2. donne les délais de traitement usuel;
3. explique des délais de 12 à 15 mois.

Commission de l'agriculture, des
pêcheries, de l'énergie et des
ressources naturelles

Déposé le : 21 avril 2010

No :

CARÉAU 17

Secrétaire :

ÉTAT DE SITUATION

Ce crédit a été instauré en mars 2003. En juin 2003, il a été aboli à l'égard des dépenses engagées après le 31 décembre 2003. En 2006, il a été réintroduit et le taux des dépenses admissibles est passé de 40% à 90%.

Ce crédit vise à faciliter l'accès au territoire et aux ressources pour le public en général et pour les entreprises qui conduisent des activités en milieu forestier dans les secteurs des mines et de la faune en particulier.

Pour avoir droit à ce crédit, le contribuable doit être une société admissible qui engage des frais admissibles à l'égard de la construction de chemins d'accès et de ponts d'intérêt public en milieu forestier.

Une société admissible a un établissement au Québec et y exploite une entreprise. De plus, elle est partie à un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier ou à un contrat d'aménagement forestier ou à une convention d'aménagement forestier conclu avec le ministre des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF). Finalement, elle n'est pas une société exonérée d'impôt pour l'année, ni une société de la Couronne ou une filiale entièrement contrôlée d'une telle société.

Pour être admissible, un chemin d'accès ou un pont doit apparaître dans un plan annuel d'intervention forestière présenté au MRNF. Les travaux admissibles consistent, entre autres, en des études d'impact, des travaux de déboisement, de dynamitage et de forage. Le crédit s'applique aux dépenses engagées avant le 1^{er} janvier 2011.

Pour chacun des ponts ou chemins, la société doit soumettre avec sa déclaration de revenus, une copie du formulaire prescrit de demande de crédit, CO-1029.8.36.CP et une copie de l'attestation d'admissibilité, non révoquée, délivrée à la société par le MRNF.

Ce crédit est traité par des ressources spécialisées dans le cadre des activités de cotisation des déclarations originales et amendées. Dès la réception de la déclaration, celle-ci est prise en charge.

Délai

Il est important de préciser que le délai accordé par la déclaration de services aux entreprises est de 100 jours pour émettre un avis de cotisation. Au cours de l'exercice 2008-2009, les résultats ont été de 95,8% alors que la cible était de 85%. Ce résultat inclut l'ensemble des déclarations originales cotisées. En ce qui concerne le traitement des déclarations originales demandant ce crédit pour 2008-2009, le délai moyen est de 100 jours et le délai médian est de 89 jours. De plus, il est à noter qu'au cours de cet exercice, aucun délai de traitement de ce crédit n'a atteint 12 mois ou 15 mois. **Le délai de traitement le plus élevé constaté pour un dossier est de 8 mois.**

Certains éléments peuvent faire en sorte d'augmenter le délai de traitement. Ainsi, les demandes présentées peuvent être incomplètes car, à titre d'exemple, il peut manquer l'attestation du MRNF. Ainsi, en 2008, certaines attestations émises par le MRNF étaient incomplètes et à certains égards non valides. En effet, certaines attestations auraient été émises par le MRNF à des sociétés non admissibles. Une attention particulière a donc été accordée à la vérification de ces demandes. De plus, quand une société demande plusieurs crédits distincts dans sa déclaration, chacun d'entre eux doit être validé avant de procéder à la cotisation. Dans ce dernier cas, à cause de la présence de crédits multiples, les délais de traitement peuvent être plus longs.